

**Caisse Nationale d'Allocations Familiales  
(CNAF)**

Sébastien DUMOUTIER  
32, avenue de la Sibelle  
75685 Paris Cedex 14

---

# CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS - REHABILITATION DUNE PARTIE DES LOCAUX DU RDC

---

Date d'émission 12/12/2025

N° d'affaire : 241212000000079

Référence chrono : CT/12000/1225/0155

Version : 2

Annule et remplace version : 1

En date du : 08/12/2025

Référence chrono : CT/12000/1225/0081

## **VOTRE RESPONSABLE D'AFFAIRE**

Nicolas SAGLIO

Tél. +33 7 77 93 12 50

Email : [nicolas.saglio@socotec.com](mailto:nicolas.saglio@socotec.com)

### **AGENCE CONSTRUCTION DIJON**

**Pôle Construction&Immobilier Bourgogne-Franche-Comté**

19 avenue Françoise Giroud HELIOS PARK

21000 Dijon

+33 3 80 78 70 50

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU PRESENT RAPPORT</b>	<b>3</b>
<b>2. SIGNATURES</b>	<b>5</b>
<b>3. RENSEIGNEMENTS GENERAUX</b>	<b>6</b>
3.1. Partenaires de l'opération	6
3.2. Données de l'affaire	6
<b>4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINES</b>	<b>7</b>
<b>5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D</b>	<b>8</b>
5.1. Analyse de Risque	8
5.2. Evaluation de conformité	8
<b>6. ANALYSE DE RISQUE</b>	<b>10</b>
6.1. Mission LE relative à la solidité des existants	10
6.2. Mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables	11
<b>7. EVALUATION DE CONFORMITE</b>	<b>12</b>
7.1. Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels	13

## 1. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique n°241212000000079, que SOCOTEC Construction doit adresser au Maître d'Ouvrage après examen du dossier de conception destiné à la consultation des entreprises .

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés dans les chapitres 3 ci-après.

Ces avis sont donnés dans le cadre des missions suivantes :

### Missions d'analyse de risque :

- Mission LE relative à la solidité des existants (LE).
- Mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L).

### Missions d'évaluation de conformité:

- Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (STI).

Accréditation COFRAC INSPECTION N° 3-1592 concernant les missions L, S, SEI, liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- Les vérifications de SOCOTEC sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat,
- Les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation,
- Les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à SOCOTEC, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par SOCOTEC.

**L'évaluation technique** porte sur les ouvrages et éléments d'équipement et s'exerce lors de la phase de conception et de réalisation des travaux du projet de construction. L'intervention de l'évaluateur technique de construction se base sur **l'analyse de risques et l'évaluation de conformité** .

**L'analyse de risque** permet d'identifier les aléas et les enjeux pour l'ouvrage et les éléments d'équipements relevant des **techniques courantes**. L'évaluateur technique prend en compte :

- Le contexte de l'opération de construction,
- Les référentiels techniques appropriés,
- Les retours d'expérience et les pathologies (désordre connus) propres à la typologie de l'ouvrage



L'identification pertinente de la situation fait partie intégrante de l'analyse de risque, cela permet pour un enjeu très faible de tolérer une déviance de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement par rapport au référentiel de la technique courante, et donc d'évaluer favorablement la disposition proposée.

Le risque est défini en termes de conséquence et de vraisemblance pour l'ouvrage, tels que des dommages matériels, l'impact sur sa pérennité et son usage normal.

**L'évaluation de conformité** consiste à faire une analyse critique des dispositions du projet vis-à-vis de la réglementation applicable à celui-ci. Elle porte sur le respect du référentiel réglementaire applicable ainsi que les normes rendues applicables par ce dernier. En complément des contrôles réalisés par les constructeurs et du fait de son savoir-faire, le contrôleur technique procède à des vérifications visuelles suivant un échantillonnage. Le risque de non-conformité découle d'un défaut d'application des dispositions règlementaires.

## 2. SIGNATURES

Tous ces avis ont été établis par les intervenants SOCOTEC Construction suivants :

Intervenants SOCOTEC	Signatures
Nicolas SAGLIO <b>Responsable d’Affaire</b>	
Benoit JEANNIN <b>Spécialiste Électricité</b>	

Ce rapport a été édité par : Nicolas Saglio

Ce rapport a été transmis à :

- Sébastien DUMOUTIER / [sebastien.dumoutier@cnaf.fr](mailto:sebastien.dumoutier@cnaf.fr)
- [archi.billard@gmail.com](mailto:archi.billard@gmail.com)
- Solange FORTES / [solange.fortes@cnaf.fr](mailto:solange.fortes@cnaf.fr)

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Oeuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées. Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

### 3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 3.1. Partenaires de l'opération

Maître d'ouvrage
<p>Solange FORTES Caisse Nationale des Allocations Familiales 22 rue Nodot 21000 Dijon</p> <p>Sébastien DUMOUTIER Caisse Nationale des Allocations Familiales 22 rue Nodot 21000 Dijon</p>
Architecte - Maître d'œuvre
<p>SARL ARCHITECTURES VINCENT BILLARD 49 rue de Longvic 21000 DIJON</p>

#### 3.2 Données de l'affaire

ADRESSE DE L'OUVRAGE
<p>22 Rue Nodot 21000 Dijon</p>
DESCRIPTION DE L'OUVRAGE
<p>Réhabilitation d'une partie des locaux du RDC de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales située au 22 rue Nodot à Dijon. Remplacement des menuiseries extérieures par des menuiseries en profilés aluminium avec rupteur thermique. Recloisonnement intérieur. Etablissement soumis au code du travail inférieur à 8 mètres.</p>

## 4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

Désignation - Identification des documents examinés	Reçu le
251124_CNAF_PRO_Plans.pdf	08/12/2025
CCTP Lot 01 - DEMOLITION - GROS OEUVRE - MACONNERIE.pdf	08/12/2025
CCTP Lot 05 - CHAUFFAGE - PLOMBERIE - SANITAIRES.pdf	08/12/2025
CCTP Lot 02 - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE.pdf	08/12/2025
251124_CNAF_PRO_Coupes, façade et détails.pdf	08/12/2025
CCTP Lot 04 - ELECTRICITE Cfo Cfa.pdf	08/12/2025
CCTP Lot 03 - PLATRERIE - ISOLATION - PLAFOND - MENUISERIE INTERIEURE - PEINTURE - REVETEMENTS DE SOLS.pdf	08/12/2025
08-12-25 - CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS REHABILITATION DUNE PARTIE DES LOCAUX DU RDC-Rapport RICT-CT-12000-1225-0081.pdf	08/12/2025

## 5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D

### 5.1. Analyse de Risque

Le niveau de risque a été défini par notre Direction des Solutions et des Techniques de l'Innovation et des chiffres de la sinistralité dans le bâtiment

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DONNEES RELATIVES A LA SOLIDITE, CONCERNANT LES EXISTANTS, DU FAIT DE LA REALISATION DES TRAVAUX NEUFS</b> <b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOLIDITE DES OUVRAGES ET DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT</b> <b>STRUCTURE BÉTON ARMÉ OU PRÉCONTRAIT</b> Nature ou technique Manifestation du désordre: Défaut de stabilité, et ses conséquences Coût du réparation moyen: 310581 € Répartition en % du coût de réparation des désordres: 7.4 %	<b>S</b>	<b>Dans l'attente des plans de modification d'ouverture du BE structure.</b>	<b>10</b>

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

### 5.2. Evaluation de conformité

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION</b> <b>GÉNÉRALITÉS</b>	<b>S</b>	<b>Avis du SDS21 sur le dossier AT déposé à nous communiquer</b>	<b>15</b>
<b>ÉTABLISSEMENT ET LOCAUX DE TRAVAIL (R.4211 à 17 - R4221 à 28)</b> CONSTRUCTION & AMENAGEMENTS DISPOSITIONS GÉNÉRALES Champ d'application	<b>S</b>	<b>Nous communiquer la déclaration de l'effectif réel par l'exploitant.</b>	<b>24</b>
INSTALLATIONS ELECTRIQUES (DECRET 2010-1017) CONDITIONS GENERALES AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES INSTALLATIONS			



Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Adaptation des matériels y compris les canalisations aux conditions d'influences externes	<b>S</b>	<b>Le classement des locaux vis à vis des influences externes doit être défini par le maitre d'ouvrage. En l'absence de classement particulier le guide UTE C15-103 sera utilisé comme référence.</b>	26
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS DE CHOC ELECTRIQUE	<b>S</b>	<b>Les locaux à risques d'incendies ( local tri des déchets, local ménage ) devront respecté les règles des locaux classés BE2.</b>	34
INSTALLATION D'ECLAIRAGE DE SECURITE Installation fixe d'éclairage de sécurité.	<b>S</b>	<b>Un plan avec implantation des BAES doit être fourni.</b>	40

\* **F**: Favorable , **D**: Défavorable , **S**: Suspendu , **HM**: Hors Mission , **PM**: Pour Mémoire , **SO**: Sans Objet

## 6. ANALYSE DE RISQUE

### 6.1. Mission LE relative à la solidité des existants

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DEFINITION DU PROGRAMME DE TRAVAUX SUR EXISTANTS</b> <b>Existence de documents définissant de manière précise ce programme</b> <b>RENSEIGNEMENTS SUR LES EXISTANTS</b> <b>Examen de l'état apparent des existants</b>  <b>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DES TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</b> <b>Adéquation des données relatives aux existants vis-à-vis du projet</b> <i>Selon le dossier PRO transmis : travaux modifiant les ouvertures pour menuiseries et réaménagement intérieur.</i> <b>SOLIDITE DES EXISTANTS CONCERNES PAR LES TRAVAUX NEUFS</b> <b>Résistance des existants concernés par les travaux neufs</b>	<p>F</p> <p>PM</p> <p>F</p> <p>F</p>	<p>Les plans graphiques et les CCTP définissent clairement les travaux réalisés.</p> <p>Pour mémoire, en l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.</p> <p>Absence de démolitions majeures modifiant la structure des existants. Les charges d'exploitations existantes ne sont pas modifiées.</p> <p>Pas de démolitions importantes modifiant la structure des existants. Surcharges d'exploitation non modifiées vis-à-vis des surcharges existantes.</p>	

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## 6.2. Mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>GÉNÉRALITÉS</b>	PM	Pour mémoire, nous rappelons que les phases provisoires sont exclues de notre mission de contrôle technique.	10
<b>DONNÉES RELATIVES À LA SISMICITÉ</b>			
<b>Zone</b>	PM	Pour mémoire, zone 1 (sismicité très faible)	
<b>Catégorie d'importance</b>	PM	Pour mémoire, catégorie II	
<b>FONDATIONS SUPERFICIELLES</b>	SO	Dispositions existantes et non modifiées par les travaux entrepris.	
<b>STRUCTURE BÉTON ARMÉ OU PRÉCONTRAIT</b>			
<b>Nature ou technique</b>	S	<b>Dans l'attente des plans de modification d'ouverture du BE structure.</b>	
<b>COUVERTURE</b>	SO	Dispositions existantes et non modifiées par les travaux entrepris.	
<b>MENUISERIES EXTÉRIEURES</b>	PM	Pour mémoire, profilés aluminium à rupteur de pont thermique avec un classement prévu A*4 E*750 V*C3. Les menuiseries extérieures devront respecter les prescriptions du DTU36.5 ou à défaut devront bénéficier d'un avis technique valable.	
<b>CLOISONS</b>	HM	Hors mission - les travaux relatifs à la solidité des équipements dissociables d'un ouvrage peuvent être examinés dans le cadre d'une mission "LP".	

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## **7. EVALUATION DE CONFORMITE**

## 7.1. Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>GÉNÉRALITÉS</b>	<b>S</b>	<b>Avis du SDS21 sur le dossier AT déposé à nous communiquer</b>	<b>15</b>
<b>ÉTABLISSEMENT ET LOCAUX DE TRAVAIL (R.4211 à 17 - R4221 à 28)</b>			
<b>CONSTRUCTION &amp; AMENAGEMENTS</b>			
ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS	<b>F</b>		
DISPOSITIONS GÉNÉRALES			
Champ d'application	<b>S</b>	<b>Nous communiquer la déclaration de l'effectif réel par l'exploitant.</b>	<b>24</b>
Conception des bâtiments et locaux	SO	Dispositions existantes et non modifiées par les travaux entrepris.	
Isolement vis-à-vis des tiers, compte tenu de la réglementation propre à ces tiers	SO	Dispositions existantes et non modifiées dans le cadre des travaux neufs entrepris	
<b>DEGAGEMENTS</b>			
Unités de passage <i>Selon les plans graphiques</i>	<b>F</b>	Une unité de passage pour les locaux de moins de 20 personnes.  PM : La largeur de la circulation attenante aux locaux modifiés reste inchangée.	
Dimensionnement des dégagements			
Lieux recevant moins de 20 personnes	<b>F</b>		
Distances maximales à parcourir			
Distance pour gagner un escalier en étage	<b>F</b>		
DISPOSITIONS CONCERNANT LES BATIMENTS DONT LE PLANCHER BAS DU DERNIER NIVEAU EST SITUE A PLUS DE 8 METRES DU SOL			
Locaux à risques particuliers <i>Selon les plans graphiques et le CCTP lot 3.</i>	<b>PM</b>	Bien que n'étant pas considérés comme des locaux à risques au sens du Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008, les locaux "ménage" et "tri des déchets" sont traités comme des locaux à risques particuliers : cloisons coupe-feu 1h et porte coupe-feu 1/2h + FP.	
<b>DESENFUMAGE</b> <i>Le projet ne comporte pas de locaux de plus de 300 m², de locaux de 100 m² aveugles ou de locaux en sous-sol.</i>	SO		
<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES (DECRET 2010-1017)</b>			

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
CONDITIONS GENERALES AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES INSTALLATIONS			
Conception et mise en œuvre des installations en fonction de la tension	F		
Adaptation des matériels y compris les canalisations aux conditions d'influences externes	S	<b>Le classement des locaux vis à vis des influences externes doit être défini par le maitre d'ouvrage. En l'absence de classement particulier le guide UTE C15-103 sera utilisé comme référence.</b>	26
Conformité des matériels	F		
Séparation des sources d'énergie	F	Réseau BT en schéma TT.	
Pour tout circuit terminal (ou ensemble de circuits terminaux), dispositif de coupure d'urgence, aisément reconnaissable, facilement et rapidement accessible, permettant en une manoeuvre de couper en charge tous les conducteurs actifs	F	Coupure d'urgence par déclencheurs à membrane prévu.	
MATERIELS AMOVIBLES	SO		
PROTECTION CONTRE LES CHOCS ELECTRIQUES : CONTACT DIRECT	F		
PROTECTION CONTRE CHOCS ELECTRIQUES : CONTACTS INDIRECTS	F	Schéma TT avec dispositifs différentiels et mise à la terre.	
PREVENTION DES BRULURES, INCENDIES ET EXPLOSIONS D'ORIGINE ELECTRIQUE	F	Protection par disjoncteurs avec pouvoir de coupure adapté.	
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS DE CHOC ELECTRIQUE	S	<b>Les locaux à risques d'incendies ( local tri des déchets, local ménage ) devront respecté les règles des locaux classés BE2.</b>	34
INSTALLATION D'ECLAIRAGE DE SECURITE			
Application des règles ERP pour les locaux accessibles au public et locaux tels que cantines, restaurants, salle de conférence,salle de reunion si elles sont plus contraignantes que celles du Code du Travail	F	Prévu par BAES.	
Installation fixe d'éclairage de sécurité.	S	<b>Un plan avec implantation des BAES doit être fourni.</b>	40
balisage, reconnaissance des obstacles, indication des changements de direction, signalisation des issues.	F		
5lm/m², obligatoire dans les locaux recevant plus de 100 personnes avec une densité supérieure à 1 personne par 10m²	SO		
Eclairage de sécurité alimenté par source centrale par batterie	SO		

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
d'accumulateur Eclairage de sécurité par blocs autonomes	F		
<b>GARDE-CORPS - PAROIS VITRÉES</b> <b>Parois vitrées vis-à-vis des risques de chutes de hauteurs</b>	PM	Pour mémoire, le vitrage du châssis de la bulle de confidentialité devra être securit.	

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet